



La croissance économique de la Tunisie : Un potentiel décroissant ?

Le ralentissement de la croissance économique en Tunisie s'est démarqué par sa durée. Après la récession de 2011, la reprise de l'activité entrevue en 2012 s'est rapidement essoufflée. En effet, d'une fourchette allant de 4 à 5% avant 2011, la croissance a chuté à 1% en 2016 et s'est établie à 2,5% en 2018. De ce fait, de nombreuses interrogations sur la croissance d'après 2011 se posent : l'affaiblissement de la croissance est-il transitoire ou permanent ? Est-ce un problème de demande ou est-il plutôt structurel ? Quels sont les facteurs qui expliquent cet affaiblissement ?

Répondre à ces questions, renvoie à déterminer la croissance potentielle de l'économie tunisienne¹ qui permet d'évaluer sa croissance économique durable et non inflationniste. Il s'agit de distinguer, dans la croissance observée du PIB, entre ce qui émane des fluctuations conjoncturelles liées aux chocs de demande, et ce qui relève de facteurs pérennes. Pour ce faire, l'on se propose dans cette tribune de faire le point sur les résultats des estimations de la croissance potentielle sur la période (2001-2016) et sur la position de l'économie dans son cycle, vu l'importance de ces deux aspects aussi bien dans l'établissement d'un bon diagnostic de la situation économique que dans l'élaboration des prévisions économiques appropriées.

Les estimations montrent que la croissance potentielle de l'économie tunisienne a épousé une tendance baissière à partir de 2008, témoignant des faiblesses structurelles de l'économie tunisienne. La croissance potentielle peut être stimulée par une augmentation des taux d'investissement ou d'emploi : un accroissement de l'effort d'investissement, une baisse du chômage structurel ou une augmentation des taux d'activité sont susceptibles de stimuler la croissance potentielle au-delà de son rythme de long terme. Les résultats montrent, de plus, que l'écart de production est demeuré négatif pendant six années consécutives. Son niveau s'est néanmoins réduit à -2,2% en 2016 contre -4,3% en 2011. Cet écart traduit une sous-utilisation des capacités de production.

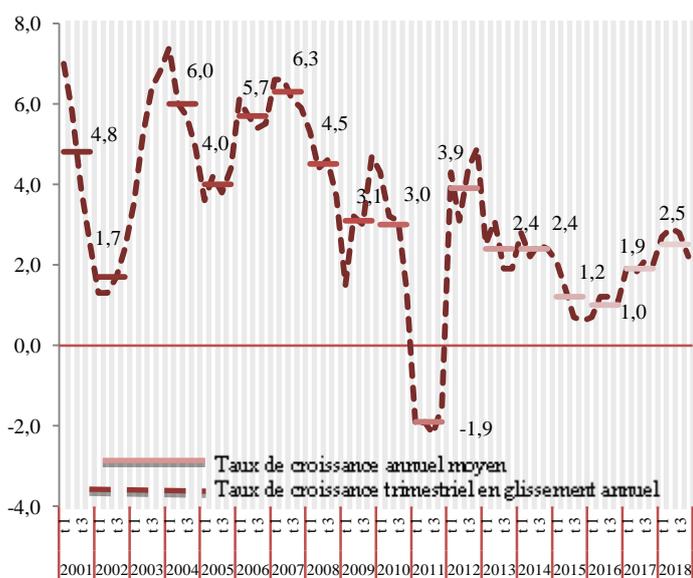
¹ Voir étude n°2/2016: « La croissance potentielle de l'économie tunisienne : Bilan et perspectives »

La croissance économique après 2010 : un affaiblissement continu

Après les événements de 2011 marqués par une croissance négative de -1,9%, la reprise a été perceptible en 2012, avec un taux de croissance du PIB (aux prix du marché) de 3,9 %. Par la suite, la croissance s'est affaiblie et a atteint son minimum en 2016 avec une moyenne annuelle de 1%. En 2017, elle s'est établie à 1,9%.

En 2018, la croissance économique s'est légèrement accélérée. En effet, la croissance économique a bondi à 2,5%, rythme qui n'a pas été enregistré depuis quatre ans.

Evolution de la croissance du PIB aux prix du marché, aux prix constants de 2010, en glissement annuel entre 2001 et 2018



Les performances sectorielles de l'économie tunisienne

La croissance annuelle moyenne s'est établie à 1,5% entre 2011 et 2017 contre 4,7% sur la période 2006-2010. Du côté de l'offre, le bilan de la croissance économique pour la période 2011-2017 dégage une baisse de l'activité au niveau de la plupart des secteurs, notamment le secteur des industries non manufacturières et, à un moindre

degré, le secteur des services marchands. Le secteur de l'agriculture et de la pêche a bénéficié de bonnes conditions climatiques lui permettant notamment une hausse de la croissance réelle qui s'est située à 3,2% correspondant à une contribution à la croissance économique de 0,3 points entre 2011 et 2017 contre 0,1 points avant 2010.

Contribution sectorielle à la croissance moyenne entre 2001 et 2017

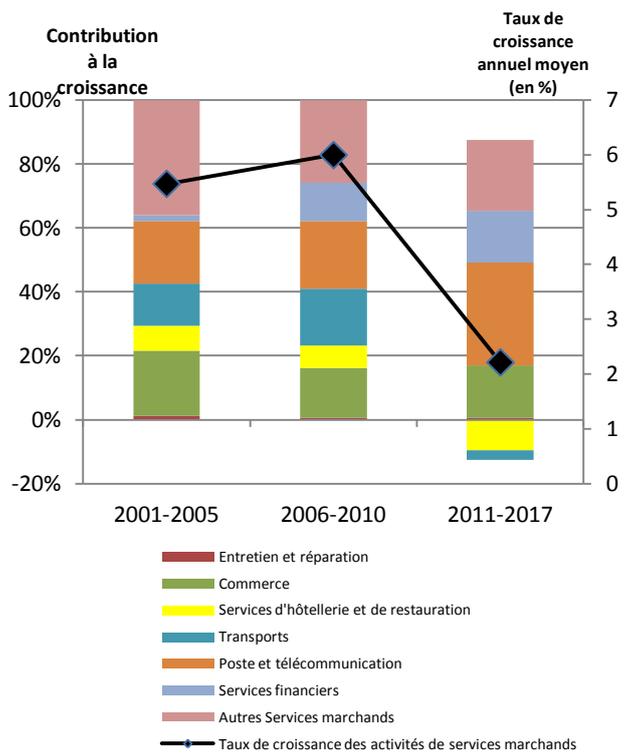
Secteur d'activité	2001-2005	2006-2010	2011-2017
Ensemble de l'économie	4.0%	4.7%	1.5%
Agriculture et pêche	0.2%	0.1%	0.3%
Industries manufacturières	0.5%	0.8%	0.1%
Industries non manufacturières	0.3%	0.4%	-0.4%
Activités de services marchands	2.2%	2.6%	1.0%
Activités marchandes	3.2%	3.9%	0.8%
Activités non marchandes	0.8%	0.8%	0.7%

Source : INS, compilations ITCEQ

S'agissant des activités de services marchands, elles ont enregistré une bonne performance sur la période 2001-2010 avec 5,7% en moyenne par an, soit une contribution de 55% à la croissance du PIB. Néanmoins, entre 2011 et 2017, ce secteur a cru à un rythme de 2,2% par an. Il a contribué ainsi pour 1 point à la croissance, soit 2/3 de la croissance annuelle moyenne du PIB.

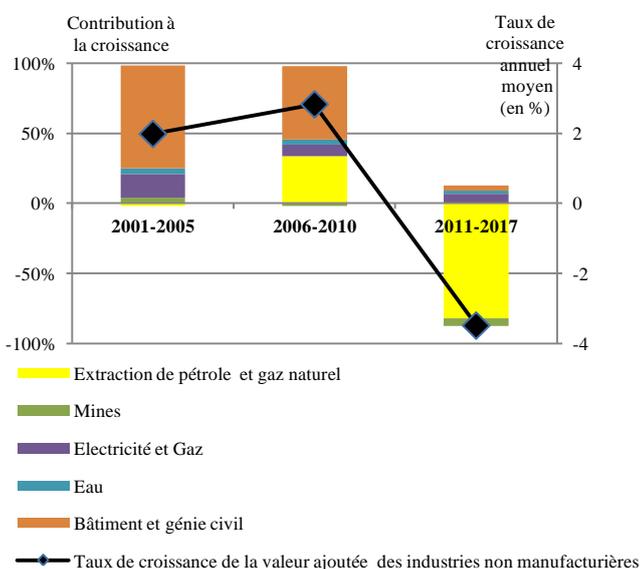
Une analyse plus fine de la valeur ajoutée des services marchands révèle que le sous-secteur des services de l'hôtellerie et de la restauration a le plus contribué à la baisse de la croissance de ce secteur, suivi du sous-secteur de transports lié à l'activité touristique avec des contributions négatives respectives de -0,3 et -0,1 points de croissance. Bien entendu, les attaques terroristes ont largement affecté l'activité touristique.

Contribution sectorielle à la croissance moyenne du secteur des services marchands



Pour les industries non manufacturières, elles n'ont pas affiché, non plus, de bonnes performances sur la période 2011-2017 : -3,5 points de croissance en moyenne par an, sous l'effet essentiellement du recul de l'activité d'extraction du pétrole et du gaz naturel (-3,8%). La filière des mines est également en perte de vitesse (-0,2 points).

Contribution sectorielle à la croissance moyenne du secteur des industries non manufacturières



Facteurs conjoncturels du ralentissement de la croissance

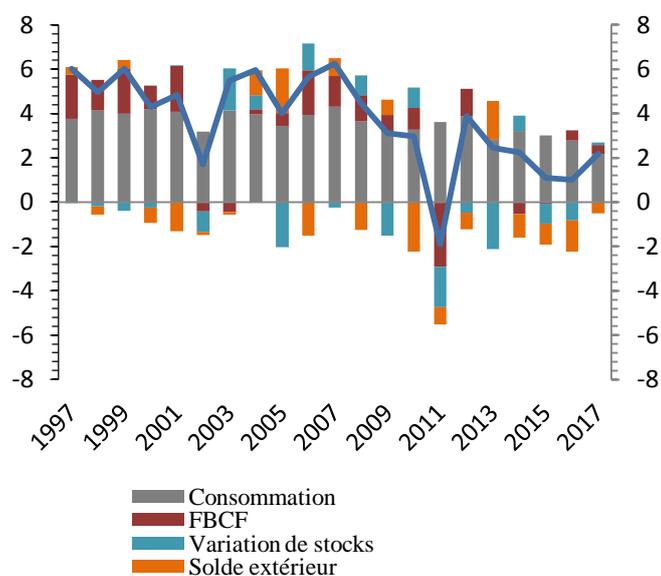
L'activité économique en Tunisie après 2011 a été affectée par le retournement de la conjoncture internationale marquée par un ralentissement de la croissance mondiale et une hausse des cours des principales matières premières, notamment le pétrole. Sur le plan national, le contexte économique est caractérisé par une instabilité politique et une dégradation de la situation sécuritaire qui ont suscité l'incertitude et l'attentisme des acteurs économiques.

Avant 2011, les moteurs de la croissance ont été essentiellement la consommation et, en second lieu, les investissements. Après 2011, seule la consommation (publique et privée) a été le véhicule de la croissance. L'investissement a, en revanche, fortement ralenti, subissant le contrecoup de l'insécurité et de l'instabilité politique.

En 2017, la croissance du PIB aux prix du marché a été de 1,9%. La consommation a été la composante la plus déterminante avec une contribution à la croissance de 2,2 points tandis que celle de l'investissement s'est chiffrée à 0,4. La contribution du solde extérieur, de sa part, a été négative et a freiné la croissance de 0,5 point.

Les comptes extérieurs tunisiens se sont dégradés suite à une progression des importations à un rythme dépassant celui des exportations. Ainsi, le déficit commercial s'est creusé, passant de -13,2% du PIB en 2010 à -16,9% en 2014. Ce taux a été ramené à -16% du PIB en 2017. Cette situation traduit un problème de compétitivité de l'économie tunisienne.

Contribution des composantes du PIB à la croissance 1997-2017



Décrochage du PIB réel par rapport à sa tendance d'avant 2010 : une perte en niveau et en tendance

La *production potentielle* ne constitue pas, à proprement parler, une limite physique de capacité; elle représente plutôt le niveau de production qui assure une utilisation optimale des facteurs de production, sans engendrer des tensions inflationnistes. Les évaluations de la croissance potentielle peuvent différer sensiblement selon la méthode employée.

Dans cette section, on utilise une approche statistique, celle des tendances segmentées appliquée à la série du PIB trimestriel, aux coûts des facteurs, aux prix constants de 2010 sur la période allant du premier trimestre 2001 au premier trimestre 2018. Un regard sur l'histoire récente de la croissance économique montre qu'au cours des deux dernières décennies, notre pays a connu trois ruptures structurelles.

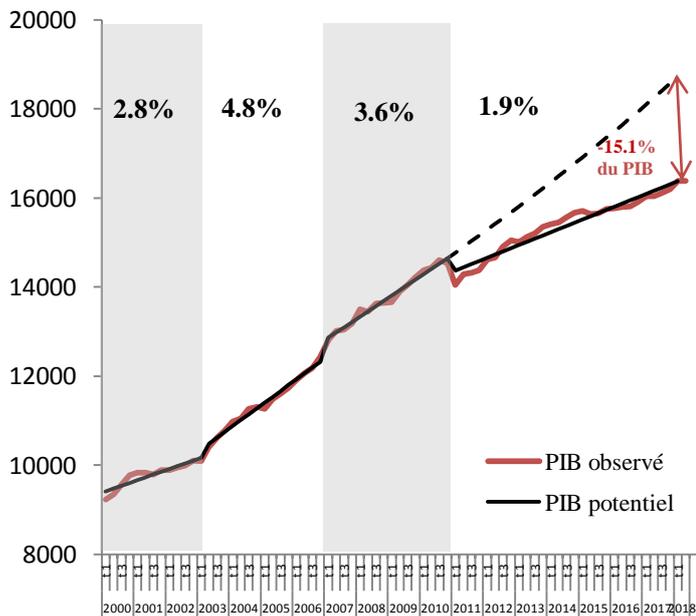
Le test des ruptures de tendances de Bai et Perron, effectué sur la série susmentionnée, a révélé trois dates de rupture: 2^{ème} trimestre 2003, 1^{er} trimestre 2007 et 4^{ème} trimestre 2010. La première rupture est une rupture à la hausse qui intervient à la suite d'une période de faible croissance (2001-2002) largement affectée par la baisse des recettes touristiques, conjuguée à un ralentissement de l'activité dans le secteur agricole ; ce dernier ayant subi quatre années consécutives de sécheresse. L'économie tunisienne a pu par la suite retrouver un rythme de croissance plus élevé en 2003 de près de 5%.

Pour les deux autres ruptures, elles correspondent à des ruptures à la baisse de la croissance suite respectivement à la crise financière de 2008 et à la révolution de 2011.

La croissance potentielle estimée a été de 2,8% en moyenne jusqu'à sa première rupture. La période qui suit marque un redressement de la croissance potentielle de 4,8% en moyenne par an jusqu'au premier trimestre de 2007. Cette date de rupture s'est accompagnée d'une évolution affaiblie du PIB à un rythme de 3,5% en moyenne par an jusqu'à 2010.

Depuis la révolution, le rythme annuel de la croissance potentielle ne dépasse guère 1,9%. Les événements de 2011 ont généré à la fois une perte du PIB potentiel en niveau mais ont également placé l'économie sur un sentier de croissance plus faible qu'auparavant. Le PIB potentiel décroche de son niveau et perd en 2017 (sept ans après), 15,1% de sa valeur par rapport à ce qu'il aurait été en absence de cette rupture.

PIB potentiel estimé par la méthode des tendances segmentées (2000-2018)



En termes de taux de croissance, la trajectoire de production s'est durablement infléchi, passant d'une croissance moyenne de 3,6% entre 2007 et 2010 à une tendance annuelle moyenne de 1,9% depuis 2011, soit une perte de 47% de la croissance potentielle.

L'approche suivie ici (celle des tendances segmentées) présente plusieurs limites comparativement aux autres approches : les résultats obtenus n'ont pas nécessairement une interprétation économique et peuvent se révéler peu robustes en fin de période.

Pour remédier à cette insuffisance, on utilise une approche structurelle afin d'expliquer l'origine de ce ralentissement de la croissance potentielle.

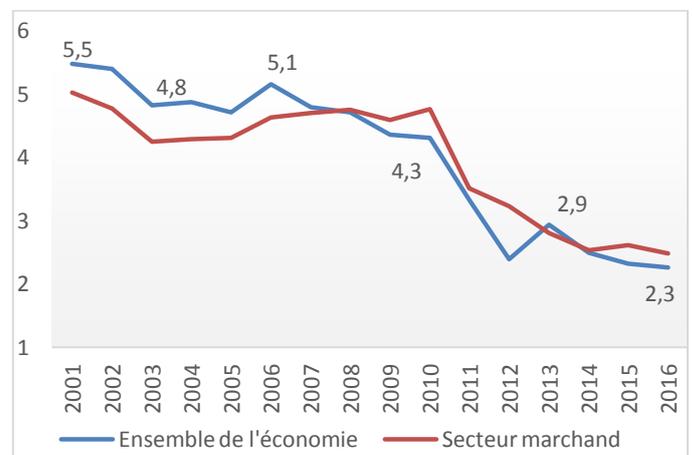
La croissance potentielle de l'économie tunisienne : Une baisse généralisée

La méthode structurelle se caractérise par le fait qu'elle part d'un cadre qui fait référence à la théorie économique. Elle se base sur une relation entre la production et les facteurs de production.

Dans cette approche, le cadre théorique retenu est celui de la fonction de production de type Cobb-Douglas, à rendements d'échelle constants ; le PIB dépend de la Productivité Globale des Facteurs ou PGF, du capital et de l'emploi.

Selon cette méthode, la croissance potentielle de l'ensemble de l'économie a commencé à se replier avant 2010. En effet, alors qu'elle était supérieure à 5 % en 2001, la croissance potentielle a fléchi à 2,9% en 2008, puis à moins de 3% après 2011.

Croissance potentielle estimée par la méthode de fonction de production (en %)



Source : INS, Compilations ITCEQ

Par ailleurs, celle du secteur marchand s'est améliorée au cours de la période 2006-2010 où elle a atteint son maximum estimé à 5,7% en 2009, avant d'entamer une baisse régulière. Son évolution a atteint un niveau de 2,4% en 2016.

Facteurs structurels du ralentissement de la croissance

L'approche d'estimation par la fonction de production permet une décomposition de la croissance potentielle selon la contribution des facteurs de production : du niveau potentiel du facteur travail qui dépend de la croissance de la population active et du taux de chômage structurel, du facteur capital et du niveau potentiel de la productivité globale des facteurs (PGF).

Contribution des facteurs de production à la croissance potentielle

Ensemble de l'économie	Croissance potentielle	Contribution à la croissance potentielle(en%)		
		Capital	Travail	PGF
2001-2005	5.1	1.9	1.4	1.7
2006-2010	4.7	2.1	1.4	1.2
2011-2016	2.6	1.4	0.9	0.3
Secteur marchand	Croissance potentielle	Contribution à la croissance potentielle(en%)		
		Capital	Travail	PGF
2001-2005	4.5	1.7	0.9	1.9
2006-2010	4.7	2.1	1.5	1.1
2011-2016	2.9	1.1	1.4	0.4

Source : INS, Compilations ITCEQ

Les estimations effectuées montrent que la dégradation de la croissance potentielle après 2011 provient essentiellement de la diminution de la croissance du stock du capital. La faible accumulation du capital compterait pour environ 57 % dans la baisse observée de la croissance potentielle entre 2010 et 2016. Cela s'explique par l'atonie de la croissance de l'investissement et de ses effets durables sur l'accumulation du capital, notamment dans le secteur marchand. En effet, l'investissement dans les activités marchandes s'est accru à un rythme beaucoup plus lent qu'avant 2010, passant de 11,2% en moyenne par an entre 2006 et 2010 à 1,9% sur la période 2011-2016.

Croissance moyenne de la FBCF par secteur

Secteur	2001-2005	2006-2010	2011-2016
Activités marchandes	3.8	11.2	1.0
Activités non marchandes	4.7	14.3	7.7
Total	3.9	11.5	1.9

Source : INS, compilations ITCEQ

La contribution de la productivité globale des facteurs a également chuté après 2010, passant de 1,1% en moyenne entre 2006 et 2010 à 0,4 % après cette date. L'évolution de la PGF explique environ 29 % du ralentissement du PIB potentiel au cours de la période 2010-2016. La croissance annuelle moyenne de la PGF a été divisée par plus de trois entre les périodes 2001-2005 et 2011-2016, passant de 1,7% à 0,4%.

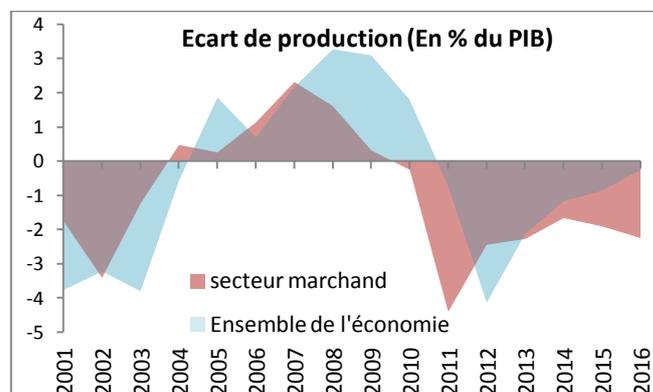
Pour sa part, le facteur travail compte pour environ 14 % dans la diminution de la croissance potentielle due à la baisse de la croissance de la population active et la hausse du taux de chômage structurel. En effet, la contribution moyenne de l'emploi potentiel est passée de 1,3% sur la période 2006-2010 à 0,8% entre 2011 et 2016.

Concernant l'ensemble du secteur marchand, l'origine de cette baisse provient d'une détérioration de la contribution du capital due au ralentissement de l'investissement dans ce secteur.

Un écart de production négatif depuis 2011

La composante cyclique du PIB est mesurée par l'écart de production qui est la différence entre le PIB effectif et le PIB potentiel. Pour l'ensemble de l'économie, on remarque qu'au cours de la période 2004-2009, le PIB effectif est supérieur au PIB potentiel. D'où un écart de production positif se traduisant par une sur utilisation des capacités de production de l'économie. Par contre, sur la période récente 2010-2016, le PIB effectif est inférieur au PIB potentiel. L'écart de production est ainsi négatif indiquant une sous-utilisation des capacités de production de l'économie tunisienne. L'évolution récente du gap de croissance se caractérise par un creusement de son niveau depuis 2009, passant de -0,07% à -4,3% en 2011. Cet écart s'est progressivement réduit par la suite pour s'établir à -2,2 % en 2016. Il traduit une sous-utilisation des facteurs de production.

Écart de production du secteur marchand et de l'ensemble de l'économie (2001-2016)



Conclusion

La croissance potentielle de l'économie tunisienne a fortement reculé depuis 2008, passant de 4,6% à 2,3% en 2016. L'écart de production demeurerait négatif depuis 2011, suggérant une sous-utilisation des capacités de production de l'économie.

Les estimations montrent aussi une baisse du potentiel de la croissance au niveau du secteur marchand résultant essentiellement de la diminution de la croissance du stock du capital et d'une baisse concomitante des gains de la PGF.

Pour redresser la croissance, une série de mesures devraient être mises en place. Ces mesures devraient porter sur deux variables clés : l'investissement privé et la productivité globale des facteurs. En premier lieu, il faudrait adopter des mesures pour promouvoir l'investissement, en créant un climat propice et en adoptant des politiques incitatives pour l'investissement. Il s'agit de lever les contraintes réglementaires, administratives et de financement que rencontrent les entreprises. De meilleures performances logistiques et la facilitation du commerce extérieur devraient permettre d'attirer plus d'investissement étranger et de progresser davantage dans les chaînes de valeur mondiales (Voir : "Étude économique de l'OCDE sur la Tunisie, Mars 2018").

Ensuite, les efforts déployés dans le cadre de la stabilisation macroéconomique doivent être poursuivis. Toutefois, la hausse de l'inflation qui a dépassé 7% et la dépréciation du taux de change sont en train de remettre en cause la prévisibilité de la croissance économique du pays.

Le troisième aspect concerne le financement des investissements et la nécessité d'augmenter le niveau d'épargne, d'une part, et la réforme du secteur financier, d'autre part. Les problèmes d'investissement posent également la question du développement des capacités du secteur public à réaliser des investissements stratégiques (projets structurants dans l'infrastructure et les équipements collectifs) qui sont nécessaires pour stimuler l'investissement privé.

Finalement, le recul de la contribution de la PGF et son niveau faible dans le secteur marchand nécessite une analyse plus approfondie des déterminants de la productivité afin d'en tirer les conclusions et formuler des recommandations en vue de rehausser le potentiel de croissance de l'économie tunisienne. Il serait ainsi important de mettre davantage l'accent sur les facteurs économiques mais aussi sociaux et institutionnels susceptibles d'améliorer la PGF.

Sawsen BEN NASR

Direction Centrale de la Synthèse et de la Modélisation

Sawsen.bennasr@itceq.tn

Tribune de 'ITCEQ

Email :
contact@itceq.tn
Site web :
www.itceq.tn
Tél. : (+216) 71 802044
Fax: (+216) 71 787034.

Directeur de la publication :

Zouheir KADHI
Responsable :
Affet BEN ARFA
Diffusion :
Direction de la
Documentation,
de la Formation et de la
Coopération
diffusion@itceq.tn

Rédaction:

Institut Tunisien de la
Compétitivité et des Études
Quantitatives
27, Rue du Liban, 1002 Tunis
Belvédère. République
Tunisienne
tribune@itceq.tn

Cette Tribune est
publiée sous la
responsabilité de la
direction générale de
l'ITCEQ. Les opinions qui y
sont exprimées sont celles
des auteurs.